

*Initiatives ministérielles*

Est-ce bien à cette fin que les Canadiens veulent que servent les impôts chèrement payés? D'après le gouvernement, nous n'avons pas d'argent à consacrer aux garderies. Mais lorsque Mobil Oil désire obtenir 100 ou 500 millions de dollars, ou que Chevron demande un demi-milliard de dollars, alors, nous avons beaucoup d'argent, et nous ne voulons pas en discuter à la Chambre des communes, car ce serait mauvais et contraire à la démocratie, et cela violerait le système parlementaire du Canada. Non, cela nous a pris par surprise. C'est évident.

Ce gouvernement est prêt à «paqueter» le Sénat, à violer sciemment la Constitution canadienne, simplement pour pouvoir imposer la taxe sur les produits et les services à tous les Canadiens même si 85 p. 100 d'entre eux ont déclaré ne pas en vouloir, ne pas en avoir besoin et ne pas avoir les moyens de la payer. Cette taxe nuisible et inopportune frappera les personnes qui peuvent le moins la payer. Mais croyez-vous que le gouvernement écoute les Canadiens? Non, parce qu'il est infaillible. Nous sommes dans un régime parlementaire de «papa a raison». Notre premier ministre sait mieux que les Canadiens ce qui est bon pour eux. Le gouvernement sait que les Canadiens doivent encourager les sociétés pétrolières multinationales sur la côte est du pays en leur faisant miroiter la coquette somme de 2,7 milliards de dollars. Il y a beaucoup d'argent pour cela, mais il n'y en a pas pour les services de garde d'enfants.

J'ai écouté mon collègue de Terre-Neuve, et il est probablement sincère lorsqu'il dit qu'il se préoccupe, comme nous tous, des habitants de cette province. Cependant, si le gouvernement s'intéresse vraiment à Terre-Neuve, pourquoi a-t-il réduit les paiements de transfert versés à cette province? Pourquoi a-t-il apporté à la Loi sur l'assurance-chômage des modifications qui nuisent aux Terre-Neuviens? S'il se préoccupe tant des Terre-Neuviens, pourquoi continue-t-il de prendre des mesures qui leur rendent la vie plus difficile aujourd'hui qu'il y a deux ou même quatre ans? Qu'a-t-il fait au secteur des pêches?

Permettez-moi de citer le premier ministre de Terre-Neuve, Clyde Wells. Il a dit dans le *Financial Post* que le nombre d'emplois permanents créés par le projet Hibernia équivaldrait à l'effectif de deux usines de transformation de poisson. Et cela coûtera 2,7 milliards de dollars. Voilà ce dont il est question ici. C'est scandaleux! Le premier ministre de Terre-Neuve dit que c'est un programme de création d'emplois qui coûtera très cher. Chaque emploi créé coûtera des millions et des millions de dollars, et qui en profitera à long terme? Est-ce que ce sera les entreprises canadiennes? Non. Est-ce que ce sera les raffineries canadiennes? Non. Est-ce que ce sera

les Canadiens qui travaillent dans le secteur pétrolier? À quelques exceptions près, non.

Ainsi, monsieur le Président, si nous disons qu'il ne convient pas d'imposer l'attribution de temps dans ce cas, c'est parce que nous voulons trouver des moyens de donner aux Terre-Neuviens et à tous les habitants du Canada atlantique des emplois permanents, non pas des emplois éphémères qui disparaîtront dès que les travaux de construction liés à ce projet seront terminés. Je crois que les Terre-Neuviens ne veulent pas des emplois à court terme, mais à long terme.

[Français]

**M. Gilles Rocheleau (Hull—Aylmer):** Monsieur le Président, je pense que nous assistons aujourd'hui à un élément très important de ce que l'on pourrait indiquer en cette Chambre des communes comme une machination absolument incroyable où le Bloc Québécois devient effectivement l'opposition officielle en cette chambre en ce qui concerne le projet Hibernia.

Monsieur le Président: aucun député présentement en cette Chambre du parti libéral fédéral du Québec, un député du parti conservateur fédéral du Québec et vous avez six députés représentant le Bloc Québécois. Monsieur le Président, ce n'est pas une question d'être contre le projet Hibernia, mais c'est une question de ne pas se faire passer encore une fois un «québec». Et surtout, quand on retrouve l'opposition officielle qui se dit d'accord sur une mesure de bâillon. . . C'est la première fois depuis que je suis en politique active que je constate que l'opposition officielle, c'est-à-dire les libéraux, est en accord sur une mesure de bâillon.

Monsieur le Président, le Bloc Québécois, par son député de Richelieu la semaine dernière, lors de la motion de rapport, indiquait clairement en cette Chambre un amendement.

• (1750)

Un amendement qui nous amenait à proposer une modification au projet de loi C-44, c'est-à-dire d'inclure du contenu canadien à l'intérieur du projet de loi. . . pour que ce soit confirmé à l'intérieur du projet de loi! On nous reproche, monsieur le Président, d'être des séparatistes, et c'est nous qui prenons aujourd'hui la part de l'ensemble canadien en voulant protéger les intérêts canadiens, en demandant tout simplement au gouvernement d'inclure le contenu canadien. Monsieur le Président, c'est le monde à l'envers!

On entendait dernièrement le premier ministre de Terre-Neuve, M. Clyde Wells, dire que c'était une question de routine, que tout était organisé avec le gouvernement pour passer Hibernia, que l'opposition officielle était en accord. Je comprends aujourd'hui que M. Wells avait raison quand il a dit cela. Et je comprends aussi, monsieur le Président, que le député de Bonavista—Tri-